

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JUIN 2016

Nombre de Conseillers : 19				
Numéro délibération :	1 - 2	3	4 - 11	12-14
Nombre de présents :	15	11	15	14
Nombre de pouvoirs :	1	1	1	1

L'an deux mille seize et le vingt juin, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame DIETRICH-WEISS Élisabeth, Adjointe au Maire.

PRESENTS : DIETRICH-WEISS Élisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BERTHIAUX Lucien, BESSONE Éric, BOISBOURDIN Philippe, GARCIA Éric, LESUEUR Frédéric, PALDACCI-UVERNET Antony, RNET-YAGUE Delphine, SILVA Alain.

Absents et excusés :

UVERNET Gabriel, Maire,

BUISINE Serge,

SCHLICHTER Danièle,

LAMBERT Éliane (pouvoir à DIETRICH-WEISS Élisabeth).

BERTHIAUX Françoise (pour le point n° 3)

BERTHIAUX Lucien (pour le point n° 3)

SILVA Alain (pour le point n° 3)

TAXI Odile (pour le point n° 3)

BESSONE Éric (à compter du point n° 12)

Mme DIETRICH-WEISS Élisabeth, deuxième Adjointe, préside la séance en l'absence de M. LE MAIRE retenu par ailleurs et M. BUISINE premier Adjoint.

Désignation du secrétaire de séance : M. PALDACCI-UVERNET Antony

Adoption du compte rendu : Adopté avec observations :

S'agissant de la délibération numéro 9, M. BERTHIAUX demande à ce que soit rajouté le paragraphe suivant après son intervention : « M. BERTHIAUX sollicite M. LE MAIRE afin d'obtenir des explications s'agissant de la date retenue pour la prise d'effet du contrat, soit le 1^{er} janvier 2014 alors que le premier loyer est dû à compter du 1^{er} septembre 2014 ».

« Il s'en étonne car il entend parler depuis la première fois de la date du 1er janvier 2014 et indique qu'il ne doit pas être seul », tout comme M. BOISBOURDIN.

Lecture des décisions :

- Marché Public D010/S01 Évaluation environnementale : Prolongation délai d'exécution.
- Marché Public 015/F02 vidéoprotection : Prolongation délai d'exécution.

M. SILVA souhaite savoir si le marché est terminé.

M. MARTIN lui répond que la réception a été prononcée mais certaines choses doivent être encore réalisées notamment s'agissant des anciennes caméras. L'entreprise titulaire du Marché Public n'avait pas suffisamment d'éléments pour la reprise de l'existant en panne, il aurait fallu avoir une nacelle et effectuer des tests sur un système fonctionnel. L'ensemble du marché a été mis en service mais la qualité des anciennes caméras n'était pas suffisante. « J'ai demandé plusieurs propositions. Il reste des détails à finaliser ».

- Bail commercial en colocation – 23 Rue Grande.

1. <u>CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION DES NUITS BLANCHES DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION DU 30 JUIN AU 3 JUILLET 2016</u>
--

Mme PELLERIN donne lecture de la délibération.

Vu le C.G.C.T.,

Considérant la manifestation « Festival des Nuits Blanches », organisée par l'association du même nom du 30/06/2016 au 03/07/2016 – 4 place Sadi Carnot et dans les rues du noyau villageois,

Considérant qu'il convient d'établir une convention déterminant les différentes responsabilités induites à cette organisation,

Mme BERTHIAUX : « Le compte rendu moral et financier est-il fourni ? »

Mme PELLERIN : « Systématiquement avec le dossier de demande de subvention ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter l'organisation de la manifestation des Nuits Blanches du 30/06/2016 au 03/07/2016 au sein du Village.

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention avec l'association.

Adopté à l'unanimité

2. CONVENTION 2016 AVEC L'ASSOCIATION RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUES MÉDIÉVALES DU THORONET

Mme PELLERIN donne lecture de la délibération.

Vu le C.G.C.T.,

Considérant la manifestation culturelle « les Rencontres Internationales de Musiques Médiévales du Thoronet » organisée par l'association du même nom,

Considérant que l'activité de cette association concourt grandement au rayonnement culturel et à l'attrait touristique de la Commune,

Considérant qu'il convient d'établir une convention déterminant les différentes responsabilités induites à l'organisation de cette activité,

M. SILVA : « N'y avait-il pas un concert gratuit habituellement ? L'information est absente de la convention. »

Mme PELLERIN : « Je demanderai à l'administrateur, je m'engage à le contacter et vous donnerai la réponse ce soir par courriel ».

Mme DIETRICH-WEISS : « Je rappelle que s'agissant de l'écomusée, il ne doit pas y avoir de nourriture, cela doit être respecté ».

Mme RONET-YAGUE : « Qui est le référent à Aix-Marseille université ? »

Mme PELLERIN : « Je vérifierai également et te donnerai l'information ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la Convention avec l'association.

Adopté à l'unanimité

Les élus appartenant à l'association du Foyer Rural se retirent de la salle du Conseil Municipal. Mme DIETRICH-WEISS expose que cette formalité a été validée par l'avocat de la Commune pour ne pas vicier l'attribution de la subvention.

3. ATTRIBUTION SUBVENTION ASSOCIATION DU FOYER RURAL

Vu le Budget primitif adopté le 08/04/2016,

Vu la délibération du 08/04/2016 reportant l'attribution de subvention à l'association Foyer Rural dans l'attente de l'obtention de précisions,

Considérant l'attestation du Trésorier de ladite association,

Madame DIETRICH-WEISS rapporte aux membres de l'assemblée délibérante l'entrevue de Monsieur LE MAIRE et Monsieur RAINAUD Pierre, Trésorier du Foyer Rural et donne lecture de l'attestation réalisée par ce dernier, en date du 12/04/2016.

Mme DIETRICH-WEISS : « Comme pour toutes les associations, nous avons diminué la subvention cette année à hauteur de 10 % et nous avons retiré à ce montant le solde positif des comptes de l'association, ce qui nous ramène à la somme de 900 € ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'octroyer une subvention de 900 € au Foyer Rural du Thoronet, au titre de l'année 2016.

Adopté à l'unanimité

Les élus réintègrent la salle du Conseil Municipal.

4. <u>RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'ADHÉSION AU PÔLE ARCHIVES</u>
--

Vu la loi du 26 janvier 1984,

Vu le Code du patrimoine : articles L 211-1 et suivants,

Vu la Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État (article 65),

Vu le Code général des collectivités territoriales : article L 2321-2 et R 1421-1 et suivants,

Madame DIETRICH-WEISS expose au Conseil Municipal que l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée permet aux Centres de Gestion d'assurer des services communs à plusieurs collectivités.

Dans ce cadre, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var a créé, par délibération n° 2007-39 en date du 26 novembre 2007, un nouveau service d'aide au reclassement des archives, ouvert aux collectivités territoriales qui pourront adhérer individuellement et facultativement à ce service.

Madame DIETRICH-WEISS rappelle que les communes sont propriétaires de leurs archives, y compris celles déposées aux Archives départementales. Les communes en assurent la conservation et la mise en valeur. Plus précisément, elles les conservent, les trient, les classent et, dans certaines conditions, les éliminent. Les frais de conservation des archives constituent une dépense obligatoire. La responsabilité du Maire porte également sur les archives municipales aussi bien comme exécutif de la collectivité locale que comme agent de l'État.

Les archives de la Commune sont en cours de traitement par le pôle archives du C.D.G. 83 missionné à cet effet.

Leur tâche d'envergure étant à poursuivre, il convient dès lors de renouveler la convention d'adhésion au pôle archives.

Mme DIETRICH-WEISS : « Il y a 15 jours d'intervention, soit 3 750 € T.T.C. ; la somme a été prévue au budget ».

M. BOISBOURDIN demande s'il s'agit de 15 jours / Homme.

Mme DIETRICH-WEISS répond qu'il s'agit de 15 jours d'intervention quel que soit le nombre de personnes. Il y a en général 3 intervenants.

Mme PELLERIN : « Quelles sont les conditions permettant l'élimination des archives ? ».

M. BOISBOURDIN répond qu'il y a des règles précises qui sont inscrites dans les textes.

Mme BERTHIAUX et M. SILVA : « Où sont les archives ? »

Mme DIETRICH-WEISS : « Les archives de la Commune sont au sous-sol de la mairie pour le moment, certaines de nos archives sont versées aux Archives Départementales du Var.

Vous pouvez les consulter librement sur place sans rendez-vous pour la majorité des documents appartenant à la Commune, hormis certaines archives réservées aux professionnels agréés, comme les notaires.

De même, vous pouvez sans inscription ni identification, consulter librement le site internet des Archives Départementales du Var et y retrouver notamment des informations pour les documents qui ont été numérisés, tel que le cadastre napoléonien ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De renouveler la convention d'adhésion au service d'aide à la bonne gestion des archives proposé par le Centre de Gestion du Var.

ARTICLE SECOND : D'autoriser le Maire à signer la Convention matérialisant cette adhésion.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de mettre en œuvre ladite délibération.

Adopté à l'unanimité

5. CONVENTION C.A.U.E. POUR LA VALORISATION PATRIMONIALE DE SITES À URBANISER

Dans le cadre de l'élaboration du P.L.U. de la Commune, Madame DIETRICH-WEISS propose au Conseil municipal de conclure une convention avec le C.A.U.E. du Var, afin que ce dernier réalise les études de valorisation patrimoniale de certains sites ayant vocation à être proposés à l'ouverture de l'urbanisation.

Les prestations proposées sont :

- Diagnostic patrimonial, architectural, urbanistique et paysager du secteur prenant en compte les différents projets en cours.
- Formalisation d'un schéma de cohérence urbaine présentant un parti d'aménagement global de la traversée de la Commune et focus sur les 6 sites identifiés.
- Proposition d'aménagement sous forme de plan de masse et coupes des sites repérés et recommandations architecturales, urbaines et paysagères spécifiques.
- Rédaction des préconisations afin de les intégrer au règlement et/ou aux OAP du PLU en lien avec le cabinet d'études missionné par la Commune.

Une participation financière de 1 100 euros est demandée pour la réalisation de ces études.

M. SILVA : « Quels sont les six sites ? »

Mme DIETRICH-WEISS : « Il s'agit de réaliser une étude des potentialités de construction et le traitement végétalisé notamment des entrées de ville avec l'entrée du village vers le parking poids lourds, et celle vers le croisement de Vidauban au bas de la Cigaronne.

Les autres zones concernées sont l'aménagement de la zone du jardin du boulevard du 17/08/1944 à proximité de la rue Saint-Félix et la zone vers le parking camping-car.

Il y a également la création d'une deuxième rue Grande et le projet touristique à Bellevue ».

Mme BERTHIAUX : « En quoi consiste le projet touristique ? »

Mme DIETRICH-WEISS : « C'est le projet touristique qui s'apparente aux locations de logements de vacances ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De valider la convention de partenariat avec le C.A.U.E. du Var pour la valorisation patrimoniale de sites à urbaniser.

ARTICLE SECOND : D'autoriser Le Maire à signer la dite-convention.

Adopté à l'unanimité

<p><u>6. MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION DE TÉLÉTRANSMISSION DES ACTES ADMINISTRATIFS SOUMIS AU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ</u></p>
--

Sur le rapport de Madame DIETRICH-WEISS exposant,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2131-1, L 3131-1 et L 4141-1,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2014 relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu le courrier de Monsieur le Sous-Préfet, en date du 11 mars 2016, portant sur la nouvelle organisation du circuit du courrier en sous-préfecture à compter du 1^{er} avril,

Considérant que la Commune entend adhérer à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité,

Considérant que les actes susceptibles de faire l'objet d'une telle télétransmission relèvent des délibérations, arrêtés et décisions ainsi que des marchés publics et des documents budgétaires.

Considérant la nécessité de signer une convention avec l'État pour la mise en œuvre de la procédure de télétransmission desdits actes,

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter le principe de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

ARTICLE SECOND : D'autoriser M. le Maire à signer la convention ainsi que tous les documents relatifs à la télétransmission.

ARTICLE TROISIEME : D'autoriser M. le Maire à effectuer les démarches nécessaires à l'obtention du/des certificat(s) électronique(s) agréés.

Adopté à l'unanimité

7. CRÉATION DU POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ÈRE CLASSE

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade,

Considérant le tableau d'avancement établi après avis de la Commission Administrative Paritaire au titre de l'année 2016 pour le grade d'Adjoint Technique Principal de 1^{ère} classe,

Considérant qu'un agent de la Commune peut prétendre au dit-avancement,

Considérant la nécessité de créer un emploi d'Adjoint Technique Principal de 1^{ère} classe, à temps complet,

Madame DIETRICH-WEISS expose au Conseil Municipal que la Municipalité a su développer la gestion des ressources humaines au sein de la Collectivité et souhaite poursuivre cette démarche en permettant l'avancement de l'agent déjà en poste.

Au regard de ce qui précède, il convient de créer un poste d'Adjoint Technique Principal de 1^{ère} Classe à Temps complet.

Mme PELLERIN : « De qui s'agit-il ? »

M. MARTIN : « On ne peut pas donner le nom de l'agent, cependant je tiens à préciser que je considère qu'un avancement c'est une distinction, un remerciement et qu'il faut le mériter ».

M. SILVA : « Comment cela est-il possible que le Conseil Municipal soit sollicité pour créer un poste, sans avoir la possibilité de connaître le nom de la personne ? ».

Mme DIETRICH-WEISS : « Il s'agit de l'application de la loi de 1984 et cette règle a été confirmée par le Centre De Gestion du Var. En effet, il appartient au Conseil Municipal de créer le poste mais seul le Maire est compétent pour nommer individuellement les agents ».

M. BOISBOURDIN : « C'est bien une particularité de la fonction publique territoriale, il s'agit d'un déroulement de carrière. Un avancement à l'ancienneté ne peut être considéré comme une promotion de carrière en catégorie B et nous savons que le Maire ne peut d'ailleurs faire autrement que de nommer l'agent s'il ne souhaite pas des agents en grève et l'intervention des syndicats ».

M. SILVA : « Je me dois d'adopter une position constante car pour moi il est inouï qu'on me pose la question d'une création de poste sans avoir l'ensemble des éléments ».

Mme DIETRICH-WEISS : « Il ne peut en être autrement car il est fait application de la loi ».

Mme TAXI : « Il s'agit de la même démarche dans les trois fonctions publiques et cela ne devrait représenter que 8 € supplémentaire par mois».

Un débat s'instaure s'agissant de la législation en vigueur encadrant la fonction publique.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste d'Adjoint Technique Principal de 1^{ère} classe à compter du 1^{er} juillet 2016, à temps complet.

ARTICLE SECOND : que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} juillet 2016** :

Filière :	Technique
Cadre d'emploi :	Adjoint technique
Grade :	Adjoint technique principal de 1^{ère} classe
Catégorie :	C
Temps de travail	Temps complet
Ancien effectif :	0
Nouvel effectif :	1

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire d'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposé.

Adopté à la majorité des membres présents

*(5 abstentions : M. GARCIA, Mme BERTHIAUX, M. BERTHIAUX,
M. BOISBOURDIN et M. SILVA)
(1 contre : M. MARTIN)*

8. CRÉATION DU POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1^{ÈRE} CLASSE

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade,

Considérant le tableau d'avancement établi après avis de la Commission Administrative Paritaire au titre de l'année 2016 pour le grade d'Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} Classe,

Considérant qu'un agent de la Commune peut prétendre au dit-avancement,

Considérant la nécessité de créer un emploi d'Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe, à temps complet,

Madame DIETRICH-WEISS expose au Conseil Municipal que la Municipalité a su développer la gestion des ressources humaines au sein de la Collectivité et souhaite poursuivre cette démarche en permettant l'avancement de l'agent déjà en poste.

Au regard de ce qui précède, il convient de créer un poste d'Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} Classe à Temps complet.

M. ZAMORA : « Si je suis votre logique, il faudrait que les élus qui ont voté contre précédemment ou qui se sont abstenus, fassent la même chose car la délibération est exactement la même si ce n'est qu'elle porte sur la filière administrative ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un emploi d'Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} Classe à compter du 1^{er} juillet 2016, à temps complet.

ARTICLE SECOND : que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} juillet 2016** :

Filière	Administrative
Cadre d'emploi	Adjoint Administratif
Grade	Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe
Catégorie	C
Temps de travail	Temps complet
Ancien effectif	0
Nouvel effectif	1

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire d'adopter la modification du tableau de l'emploi ainsi proposé.

Adopté à la majorité des membres présents

(4 abstentions : Mme BERTHIAUX, M. BERTHIAUX,
M. BOISBOURDIN et M. SILVA)

9. CONVENTION 2016 D'ADHÉSION AU SERVICE « MÉDECINE PRÉVENTIVE » AUPRÈS DU CENTRE DE GESTION 83

Selon la loi 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, l'ensemble des collectivités territoriales doivent disposer d'un service de médecine préventive, soit en créant leur propre service, soit en adhérant aux services de santé au travail interentreprises ou assimilés, à un service commun à plusieurs collectivités ou au service créé par le Centre de Gestion.

Les agents de la collectivité doivent se rendre ainsi à la médecine du travail, selon une périodicité fixée par les statuts particuliers et chaque fois que la loi l'exige (reprise de fonction après longue maladie, accident de travail, embauche etc.).

De même, lorsque la collectivité en ressent le besoin, elle peut solliciter le service de médecine préventive pour obtenir une assistance dans la gestion de dossiers spécifiques nécessitant un suivi et un contrôle particulier.

Le Centre de Gestion du Var propose de conclure une convention permettant l'adhésion au service de Médecine préventive.

Mme BERTHIAUX : « Les emplois d'avenir sont-ils concernés par la visite médicale prévu par la convention ? ».

Mme DIETRICH-WEISS lui répond par l'affirmative, en effet tous les agents de la Commune rencontrent le médecin de la médecine préventive.

M. BOISBOURDIN fait remarquer que le montant est extrêmement cher et demande le type de services utilisés : vacations ou acte unitaire.

Mme DIETRICH-WEISS lui répond qu'une étude de marché a été réalisée pour comparer l'offre du Centre De Gestion avec les offres du secteur privé, il s'avère que c'est l'offre la moins chère. La facturation est basée sur 80 € par acte pour la Commune ; de plus le Centre De Gestion fourni aussi conseils et appuis gratuitement.

M. BOISBOURDIN propose que l'on consulte des médecins agréés en faisant un parallèle avec le système de la SNCF.

Mme DIETRICH-WEISS lui répond que la Commune a déjà fait appel à des médecins agréés et les montants sont équivalents.

Mme BERTHIAUX : « Quels sont les actions mises en œuvre ? »

Mme DIETRICH-WEISS lui précise les actions : visites médicales, contrôles, formations sur les gestes et postures...

Mme BERTHIAUX demande à ce que toute l'étendue de la Convention soit mise en œuvre.

Mme DIETRICH-WEISS lui répond que c'est déjà le cas, le médecin de la prévention se déplace dans les locaux de la mairie, les visites médicales ayant lieu notamment salle du Conseil Municipal.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure la convention 2016 d'adhésion au service « médecine préventive » du C.D.G.83, à destination des collectivités et établissements publics affiliés.

ARTICLE SECOND : D'autoriser le Maire à signer ladite convention et à réaliser l'ensemble des procédures nécessaires à l'application de la présente décision.

Adopté à l'unanimité

10. CONTRATS D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

Madame DIETRICH-WEISS rappelle que dans le cadre des dispositions de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var a par courrier informé la Commune du lancement de la procédure lui permettant de souscrire pour son compte un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents,

Madame DIETRICH-WEISS expose que le Centre de Gestion a par la suite communiqué à la Commune les résultats de la consultation,

Vu la délibération en date du 28/09/2015 de la Commune relative au ralliement à la procédure de renégociation du contrat groupe d'assurance statutaire du Centre de Gestion de la FPT du Var,

Mme DIETRICH-WEISS indique que les fonctionnaires ne sont pas couverts par la sécurité sociale mais par l'assurance propre de chaque collectivité.

Mme RONET-YAGUE demande s'il y a un délai de carence.

Mme DIETRICH-WEISS lui répond par la négative et indique que les services sont en attente de précisions avec la fourniture du marché public.

Mme BERTHIAUX demande le montant annuel.

Mme DIETRICH-WEISS lui répond que cela représentait en 2015 un peu plus de 35 000 €.

M. SILVA demande s'il s'agit d'un nouveau contrat.

Mme DIETRICH-WEISS lui répond qu'il s'agit d'un renouvellement du marché public.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter la proposition suivante : **SOFAXIS courtier, gestionnaire du contrat groupe ALLIANZ-Vie assureur.**

Durée du contrat : quatre ans à compter du 1^{er} juillet 2016

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis.

L'assiette de cotisation est constituée du traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension et d'éventuelles composantes additionnelles retenues telle que :

La nouvelle bonification indiciaire,

Le supplément familial de traitement,

Les charges patronales,

Les indemnités accessoires maintenues par l'employeur pendant les arrêts de travail.

✓ **Les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL :**

Les événements assurés sont le décès, l'accident de service et la maladie imputable au service (y compris temps partiel thérapeutique), l'incapacité (maladie ordinaire, disponibilité d'office, invalidité temporaire, temps partiel thérapeutique), la maladie de longue durée et la longue maladie (y compris temps partiel thérapeutique et disponibilité d'office), la maternité, l'adoption et la paternité.

La formule de franchise et le taux de cotisation retenu sont :

* Tous risques sans franchise sauf franchise 10 jours fermes par arrêt en maladie ordinaire : 6,94 %.

Taux de primes	
<u>Ensemble des garanties :</u> <ul style="list-style-type: none">- Décès- Accidents de service, maladies imputables au service (y compris temps partiel thérapeutique)- Longue maladie, Longue durée (y compris temps partiel thérapeutique et disponibilité d'office)- Maternité, Paternité, Adoption- Incapacité (Maladie ordinaire, temps partiel) thérapeutique, disponibilité d'office, invalidité temporaire)	
Sans franchise sauf franchise 10 jours fermes par arrêt en maladie ordinaire	6,94 %

- ✓ **Les agents titulaires ou stagiaires non affilié à la CNRACL et les agents non titulaires de droit public (affiliés à l'IRCANTEC) :**

Les événements assurés sont l'accident de service et la maladie imputable au service, la maladie grave, la maternité, l'adoption et la paternité, la maladie ordinaire.

La formule de franchise et le taux de cotisation retenu sont :

	Taux de primes
	<u>Ensemble des garanties :</u>
	<ul style="list-style-type: none">- Accidents du travail, Maladies professionnelles- Incapacité de travail en cas de maladie ordinaire, de maladie grave, de maternité, de paternité, d'adoption, d'accident non professionnel
Sans franchise	0,90 %

ARTICLE SECOND : Le Conseil Municipal autorise le Maire à adhérer au présent contrat groupe assurance statutaire couvrant les risques financiers liés aux agents, fonctionnaires ou non titulaires souscrit par le CDG 83 pour le compte des collectivités et établissements du Var, à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

Adopté à l'unanimité

11. TRANSFERT DE COMPÉTENCE OPTIONNELLE N°7 « RÉSEAU DE PRISE EN CHARGE ÉLECTRIQUE » AU SYMIELEC VAR

Madame DIETRICH-WEISS expose à l'assemblée délibérante,

Le Syndicat Mixte de l'Énergie des Communes du Var dispose depuis le 30 juin 2011 de la compétence n°7 « Réseau de prise de charge électrique » pouvant être implantée sur les territoires des collectivités désireuses de promouvoir ce mode de déplacement.

Conformément aux statuts du Syndicat Mixte de l'Énergie des Communes du Var (SYMIELECVAR) qui ont fait l'objet d'un arrêté de Monsieur le Préfet du Var en date du 04/11/2011, la compétence optionnelle n°7 « Réseau de prise en charge électrique » peut être transférée au SYMIELECVAR.

Conformément à l'article L2224-37 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous réserve d'une offre inexistante, le SYMIELECVAR peut créer, pour le compte des communes adhérentes qui ont transféré leur compétence, des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques hybrides rechargeables et mettre en place un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation de ces infrastructures.

Dans ce contexte, le SYMIELECVAR a lancé une étude pour le déploiement d'un réseau de recharge dont le but est de déposer une demande de financement auprès de l'ADEME en vue de solliciter des subventions dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt qu'elle a lancé.

Compte tenu du souhait de la Commune de procéder à l'installation des bornes de recharge sur son territoire.

M. SILVA demande quel serait le coût pour la Commune.

M. MARTIN lui répond que le prix varie entre 7 000 € et 15 000 € l'unité suivant le type de borne.

M. SILVA : « Les bornes seront-elles payantes pour l'utilisateur ? ».

M. MARTIN : « Ce n'est pas défini actuellement mais je ne suis pas favorable à ce système car énergétiquement ce n'est pas le plus intéressant ».

Mme DIETRICH-WEISS : « Il s'agit d'une étude de faisabilité pour une borne et du transfert de compétences au bénéfice du SYMIELEC, nous attendons le résultat des études ».

Mme BERTHIAUX : « Où sera implantée cette borne ? ».

Mme DIETRICH-WEISS : « La borne serait vers le parking Rainaud sous réserve des études ».

Mme BERTHIAUX : « Une fois le transfert de compétences au bénéfice du SYMIELEC, comment se passerait la mise en œuvre ? »

Mme DIETRICH-WEISS : « La mise en œuvre passerait par le biais de marchés publics de travaux ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De confier au SYMIELECVAR la compétence optionnelle n°7.

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Adopté à l'unanimité

12. DÉCISION MODIFICATIVE N°1 – BUDGET PRINCIPAL

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Madame DIETRICH-WEISS présente le projet de décision modificative du Budget principal.

Mme DIETRICH-WEISS indique que suite aux notifications des dotations, des recettes supplémentaires sont intégrées à la décision modificative avec des dépenses d'investissement programmées. L'emprunt de 30 000 € est un jeu d'écriture, dans l'attente de la mise en œuvre des procédures comptables souhaitées par le Trésor Public pour intégrer les recettes supplémentaires (110 000 €, dans le cadre de la cession des parcelles à la Guilde des vignerons).

Il est donné lecture détaillée des comptes de la décision modificative et des prévisions supplémentaires d'investissement à hauteur de 211 650 €. Sont notamment prévus : les volets des appartements communaux, la réfection des cours de l'école maternelle, du carillon de l'école, des rafraîchissements en peinture des locaux scolaires et la réalisation des trottoirs le long de la CD17.

M. GARCIA : « La minorité s'était abstenue lors du vote du budget primitif car j'avais souligné le manque d'ambition du budget, au niveau de la section d'investissement avec l'absence de l'inscription de certaines recettes ; aujourd'hui en cohérence avec mon propos précédent, en ayant rajouté 211 650 € d'investissement, la minorité est donc favorable à cette décision modificative ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'approuver la décision modificative n° 1 du Budget principal 2016 ci-dessous :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-60636 : Vêtements de travail	3 153,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6156 : Maintenance	0,00 €	3 256,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6184 : Versements à des organismes de formation	4 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6226 : Honoraires	0,00 €	300,00 €	0,00 €	0
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	7 153,00 €	3 556,00 €	0,00 €	0,00 €
D-023 : Virement à la section d'investissement	0,00 €	188 650,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 023 : Charges à caractère général	0,00 €	188 650,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6541 : Créances admises en non-valeur	40 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	40 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
R-7325 : Fonds de péréquation ressources intercommunales et communales	0,00 €	0,00 €	0,00 €	55 732,00 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	55 732,00 €
R-7411 : Dotation forfaitaire	0,00 €	0,00 €	0,00 €	79 007,00 €
R-74121 : Dotation de solidarité rurale	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 606,00 €
R-74127 : Dotation nationale de péréquation	0,00 €	0,00 €	0,00 €	608,00 €
TOTAL R 74 : Dotations, subventions et participations	0,00 €	0,00 €	0,00 €	84 221,00 €
R-7788 : Produits exceptionnels divers	0,00 €	0	0	5 100,00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0,00 €	0	0	5 100,00 €
Total FONCTIONNEMENT	47 153,00 €	192 206,00 €	0,00 €	145 053,00 €

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	188 650,00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	188 650,00 €
R-1641 : Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	0,00 €	23 000,00 €
TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	23 000,00 €
D-2112 : Terrains de voirie	0,00 €	24 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-21311 : Hôtel de ville	0,00 €	21 483,80 €	0,00 €	0,00 €
D-21318 : Autres bâtiments publics	0,00 €	4 200,00 €	0,00 €	0,00 €
D-21312 : Bâtiments scolaires	0,00 €	38 520,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2132 : Immeubles de rapport	0,00 €	30 309,70 €	0,00 €	0,00 €
D-2151 : Réseaux de voirie	0,00 €	52 800,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2152 : Installations de voirie	0,00 €	21 264,50 €	0,00 €	0,00 €
D-21568 : Autres matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00 €	800,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2183 : Matériel de bureau et matériel informatique	0,00 €	4 032,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2184 : Mobilier	0,00 €	7 240,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2188 : Autres immobilisations corporelles	0,00 €	7 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	0,00 €	211 650,00 €	0,00 €	0,00 €
Total INVESTISSEMENT	0,00 €	211 650,00 €	0,00 €	211 650,00 €

TOTAL GENERAL	356 703,00 €	356 703,00 €
----------------------	---------------------	---------------------

Adopté à l'unanimité

**13. MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLIBÉRATION DU 23/01/2014 AYANT POUR
OBJET « CESSIION DES PARCELLES AW N° 41 (PARTIE), N° 42
(PARTIE) ET N° 43 AU PROFIT DE LA SCA LA GUILDE DES
VIGNERONS »**

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L 2241-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du 23/01/2014 ayant pour objet « cession des parcelles AW n° 41 (partie), n° 42 (partie) et n° 43 au profit de la SCA la Guilde des Vignerons »,

Vu la saisine du service France Domaine pour l'estimation des biens AW n° 41 partie, n° 42 partie et n° 43 le 8 Janvier 2014,

Vu l'estimation du service France Domaine le 22 janvier 2014, estimant les biens susvisés à 110 000 €,

Madame DIETRICH-WEISS rappelle aux membres de l'assemblée délibérante son vote du 23/01/2014, par lequel a été décidé la cession des parcelles AW n° 41 (partie), n° 42 (partie) et n° 43 au profit de la SCA la Guilde des Vignerons.

Ce projet relevait d'un double intérêt. Il s'agit tout d'abord de déplacer la Maison des jeunes, jusqu'alors aux abords de la départementale, source de dangerosité, dans un lieu plus approprié pour la jeunesse thoronéenne, soit l'implantation à proximité des équipements sportifs de qualité de la Commune. La construction nouvelle sera d'une surface plus importante.

Il s'agit en outre, de permettre l'extension de la cave coopérative aujourd'hui, un des emblèmes économiques et patrimoniaux du Thoronet. Cette valorisation de l'espace de vente sera un atout pour l'attrait du village.

Madame DIETRICH-WEISS expose aux membres du Conseil Municipal que Monsieur le Maire a, conformément à la délibération précitée, sollicité le 18/02/2014, Monsieur le Président de la cave coopérative SCA la Guilde des Vignerons, pour obtenir son aval.

Cette dernière a conditionné son accord, à l'obtention du permis de construire.
Désormais, rien ne s'oppose à établir l'acte de cession.

Madame DIETRICH-WEISS propose donc au Conseil Municipal de définir les modalités de mise en œuvre de la délibération du 23/01/2014 ayant pour objet « cession des parcelles AW n° 41 (partie), n° 42 (partie) et n° 43 au profit de la SCA la Guilde des Vignerons ».

M. MARTIN demande la confirmation que le lavoir demeure propriété publique et que les plantations réalisées dans le jardin public devant la maison des jeunes, pourront être reprises par la Commune afin de procéder à leur déplacement.

Mme DIETRICH-WEISS indique que la présente délibération n'a d'autre objet que de fixer les modalités pour signer l'acte, il ne s'agit en aucune manière de modifier ce qui avait été validé en 2014 et confirme que le lavoir demeure public.

De même, les plantations pourront être reprises par la Commune pour être déplacées vers un autre lieu.

M. GARCIA précise qu'il avait été prévu que la construction de l'extension de la cave coopérative n'aurait lieu qu'à partir du moment où la future maison des jeunes serait en capacité d'accueillir son public.

Mme DIETRICH-WEISS lui confirme que l'ensemble des conditions retenues en 2014 trouvent à s'appliquer encore à ce jour car la délibération ne porte que sur la mise en œuvre de la décision.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Que l'acte entérinant la délibération du 23/01/2014, soit la cession des parcelles communales AW n° 41 (partie), n° 42 (partie) et n° 43 au profit de la SCA la Guilde des Vignerons, soit établi en la forme administrative.

ARTICLE DEUXIEME : De charger Monsieur Serge BUISINE, premier Adjoint de représenter la Commune du Thoronet pour cette cession, conformément à la réglementation en vigueur,

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de procéder à l'ensemble des formalités induites à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

<u>14. MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DU 23/01/2014 AYANT POUR OBJET « ACQUISITION PARCELLE AW N° 261 PARTIE (261 M²) »</u>

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L1311-13,

Vu le Code des Domaines de l'Etat,

Vu le décret n°86-455 du 14 mars 1986 modifié,

Vu la délibération du 23/01/2014 portant acquisition de la parcelle AW n° 286 partie (261 m²), propriété de la SCA la Guilde des Vignerons, pour un montant de 12 000 €,

Madame DIETRICH-WEISS rappelle aux membres de l'Assemblée délibérante que la voirie permettant l'accès à l'école maternelle, aux équipements sportifs de la Commune ainsi qu'à l'écomusée, appartient pour partie à la SCA la Guilde des Vignerons soit 261m².

Afin d'assurer la sécurité et l'entretien et la pérennité de l'ensemble de cette voie, desservant des équipements publics d'intérêt général, le Conseil Municipal a délibéré le 23/01/2014 pour l'acquisition de la parcelle AW n° 286 partie.

Madame DIETRICH-WEISS expose aux membres du Conseil Municipal que Monsieur LE MAIRE a, conformément à la délibération précitée, sollicité le 18/02/2014, Monsieur le Président de la cave coopérative SCA la Guilde des Vignerons, pour obtenir son accord. Ce dernier a validé la proposition.

Madame DIETRICH-WEISS indique que la délibération susvisée portait Monsieur Garcia, 1^{er} Adjoint du mandat municipal précédent, en représentant de la Commune dans le cadre de l'établissement de l'acte administratif.

Considérant l'article L1311-13 du C.G.C.T., la Commune doit être représentée par un Adjoint dans l'ordre de nomination.

Il convient de modifier la délibération afin de procéder à la réalisation de l'acte administratif.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De confirmer l'acquisition de 261 m² de terrain, parcelle AW n° 286 partie, pour un montant de 12 000 € votée par Conseil Municipal du 23/01/2014 « Acquisition parcelle AW 286 partie (261 m²) ».

ARTICLE SECOND : De confirmer la signature de l'acte en la forme administrative.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur Serge BUISINE, premier Adjoint, de représenter la Commune du Thoronet pour cette acquisition, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE QUATRIEME : Que l'article troisième de la présente délibération, remplace l'article troisième de la délibération du 23/01/2014 susvisée.

Adopté à l'unanimité

Aucune information diverse n'étant programmée à l'ordre du jour du conseil municipal et l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h15.

Le secrétaire de séance

**M. PALDACCI-UVERNET
Antony**